

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

Depuis janvier 2001, le greffe publie chaque mois un baromètre de l'activité économique et juridique des entreprises en activité dans Paris intra-muros. Au fil des mois, le baromètre s'enrichit de nouvelles informations et rubriques. En mai, le baromètre évolue : vous y trouverez désormais les sept indicateurs clés de l'économie de la capitale.

Les sept indicateurs clés de l'économie parisienne en avril 2003

➤ La création d'entreprises :	- 5,4%
➤ Le stock des entreprises en activité	- 0,1%
➤ Les investissements des entreprises	- 0,3%
➤ L'endettement fiscal des entreprises	- 16,3%
➤ L'endettement social des entreprises	- 6,1%
➤ Les ouvertures de procédures collectives	- 25,5%
➤ Les liquidations judiciaires	- 27,7%

La tendance du mois :

Baisse des créations d'entreprises - Augmentation de l'endettement fiscal des entreprises

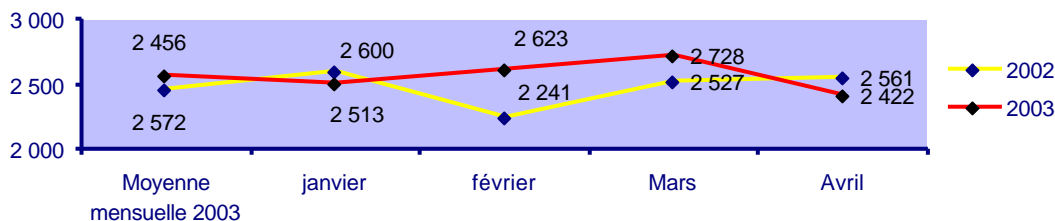
➤ Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :

« A l'image de la conjoncture économique nationale qui subit une certaine dégradation en avril, les performances de l'économie parisienne se sont révélées assez faibles le mois dernier. Après un bon mois de mars qui inscrivait une hausse de 11,2% des immatriculations, avril 2003 est marqué par une baisse des créations d'entreprises nouvelles (-5,4% par rapport à avril 2002). Cette contre-performance peut s'expliquer par la concrétisation en mars des projets de création d'entreprises lancés à l'automne, à la faveur de l'annonce des mesures d'incitation intégrées dans le projet de loi sur l'Initiative économique du Gouvernement, et qui s'est traduite en avril par une nette diminution des immatriculations. Au titre des quatre premiers mois de l'année 2003, le solde de la création d'entreprise inscrit cependant une hausse de 3,6% par rapport à 2002.

Autre nouvelle pour l'économie parisienne : Les entreprises sont plus endettées, ainsi qu'en témoigne la hausse de leur l'endettement fiscal qui subit une augmentation de 16,3% en avril 2003 (par rapport à avril 2002), et de 11,9% au titre des quatre premiers mois de l'année 2003.

Les jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires, en revanche, subissent une baisse de 25,5%. Cette diminution trouve son origine dans un moindre volume des assignations à l'initiative d'un créancier, ce qui tendrait à indiquer que les créances impayées ont été moins nombreuses ces dernières semaines. Elle provient également d'une baisse des saisines du Tribunal sur déclaration de cessation des paiements à l'initiative d'un dirigeant. Il faudra néanmoins attendre quelques semaines avant de se prononcer sur une baisse durable des décisions d'ouverture. ».

➤ **La création d'entreprises en baisse de 5,4% (par rapport à avril 2002)**

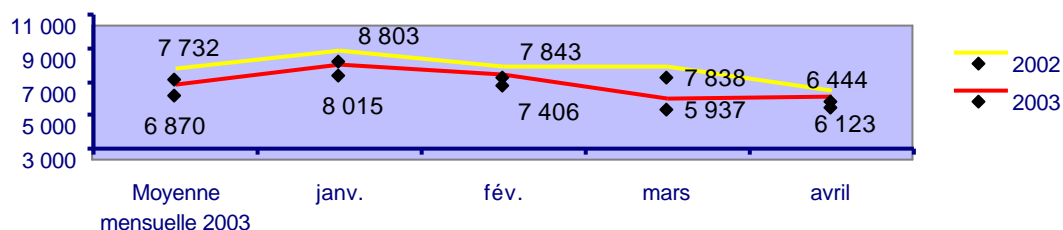


2 422 nouvelles entreprises ont été inscrites au Registre du commerce au mois d'avril 2003, soit une baisse de 11,22% par rapport à mars dernier, et de 5,43% par rapport à avril 2002.

Cette baisse du mois d'avril concerne toutes les formes de sociétés : -3,8% pour les immatriculations de sociétés commerciales, -4,4% pour les sociétés civiles, -20% pour les entrepreneurs individuels.

Depuis janvier 2003, 10 286 nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce, soit une hausse de 3,6% en comparaison avec la même période en 2002.

➤ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce en baisse de 4,9% (par rapport à avril 2002)**



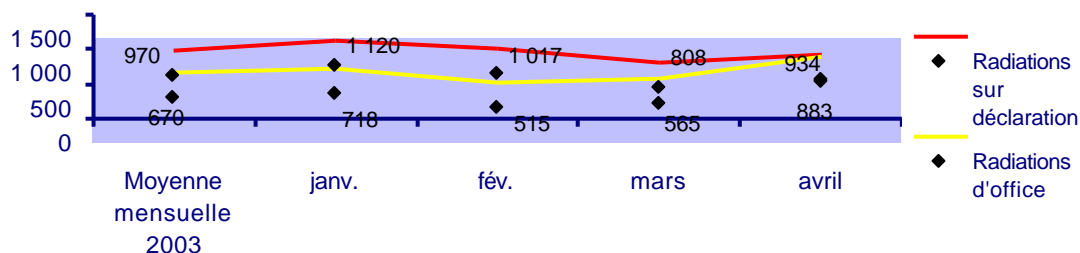
Pour le quatrième mois consécutif, le nombre d'inscriptions modificatives reste en-deçà des performances enregistrées en 2002 : - 4,98% d'inscriptions en avril 2003 par rapport à avril 2002.

Ce poste affiche néanmoins une légère remontée en avril (+3,13% par rapport à mars). Au total, 27 481 inscriptions modificatives ont été traitées par le greffe depuis le 1^{er} janvier 2003, contre 30 928 pour la même période en 2002, soit une baisse de 11,1%.

Les inscriptions modificatives avaient atteint un volume élevé en 2002 en raison de mises en conformité légales imposées par le passage à l'euro et la Loi sur les Nouvelles Régulations Economiques.

Rappel : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

➤ **Radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant : en hausse de 8,4% ; radiations d'office du Registre du commerce : en hausse de 25% (par rapport à avril 2002)**



L'ensemble des radiations d'entreprises marque une hausse de 15,95% par rapport à avril 2002.

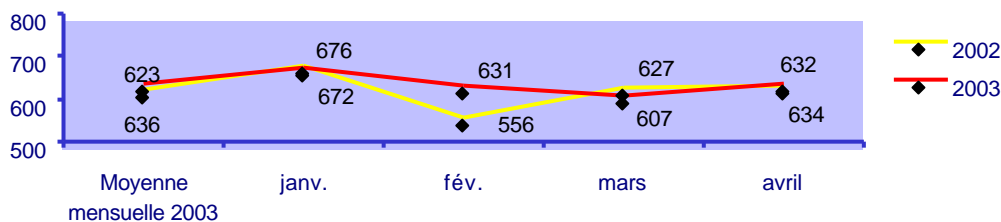
934 dirigeants d'entreprises, soit +8,48% par rapport à avril 2002, ont demandé la radiation de leur entreprise du Registre du commerce.

Toujours en avril 2003, Le greffe a radié d'office 883 entreprises, soit 25,07% de plus qu'en avril 2002.

Au regard des quatre premiers mois de 2002, le nombre total des radiations affiche une baisse de 7,61%.

A noter : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux ...

➤ **Investissements des entreprises ou crédits bancaires en hausse de 0,3% (par rapport à avril 2002)**

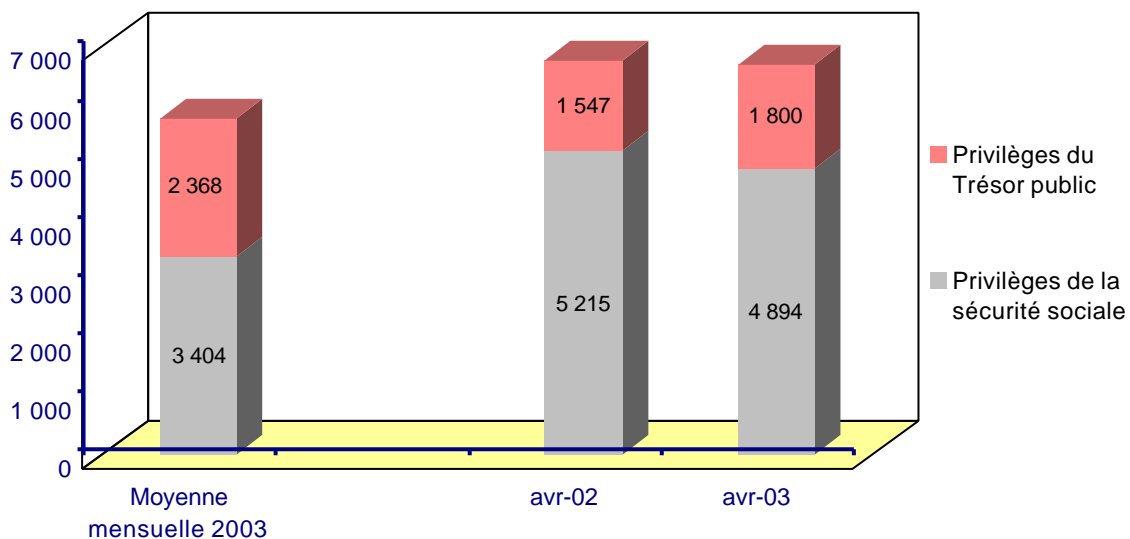


Les inscriptions de nantissements inscrivent une légère hausse en avril 2003 : 634 contre 632 en avril 2002, soit 0,32%, et une nette progression par rapport à mars 2003 (+4,5%). Cette progression trouve sa source dans l'augmentation des inscriptions de privilèges pris par les banques auprès du greffe pour garantir des prêts octroyés aux entrepreneurs acquéreurs de fonds de commerce. Elle est la preuve du maintien des transactions en matière de fonds de commerce dans Paris intra-muros.

Au total, ce poste affiche une hausse de 2,13% sur les quatre premiers mois de 2003 (en comparaison avec la même période en 2002).

A noter : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

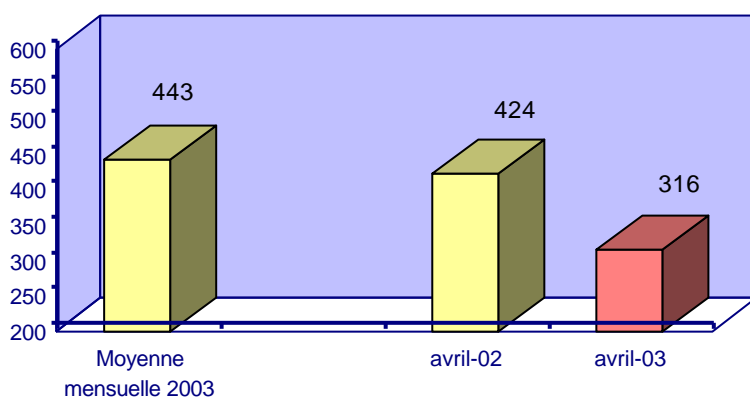
➤ **Endettement fiscal : en hausse de 16,3% ; Endettement social : en baisse de 6,1% ; (par rapport à avril 2002)**



- Les inscriptions de **privilèges de la sécurité sociale** inscrivent une baisse en volume de 6,16% par rapport à avril 2002, mais une très forte hausse en comparaison de mars 2003, soit +72,40%. Le ralentissement de la distribution postale en mars et en avril peut en partie expliquer cette diminution. Au total, les inscriptions déposées au greffe par les organismes sociaux depuis le début de l'année régressent de 14,13% (par rapport à la même période en 2002).
- Les **inscriptions de privilèges du Trésor public** augmentent de 16,35% par rapport à avril 2002, et se trouvent multipliées par trois en comparaison avec mars 2003. Au titre de l'année 2003, ces inscriptions subissent une hausse de 11,9% par rapport à la même période en 2002. Elles indiquent un accroissement de l'endettement fiscal des entreprises parisiennes.

A noter : Les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

- **Jugements d'ouverture de procédures collectives prononcés en avril 2003 (baisse de 25,5% par rapport à avril 2002)**



En avril 2003, le Tribunal de Commerce de Paris a rendu 316 décisions d'ouvertures de redressement et de liquidation judiciaires, soit 25,47% de moins qu'en avril 2002.

En avril 2003, les entreprises parisiennes ont été moins nombreuses à saisir le Tribunal pour assigner un débiteur en raison d'une créance impayée (-52,4% par rapport à avril 2002). En outre, la saisine du Tribunal par déclaration de cessation des paiements ont également subi une baisse de 16,5% (par rapport à avril 2002). Cette démarche volontaire est effectuée par le dirigeant d'entreprise en grande difficulté auprès du greffe.

Pour mémoire, le mois d'avril 2002 avait été exceptionnellement plus chargé que d'ordinaire en raison de l'arrêt des activités juridictionnelles du Tribunal en février 2002. Le retour à la normale du traitement des dossiers s'était effectué sur deux mois.

Au titre de l'année 2003, le Tribunal a prononcé 1 773 décisions d'ouverture contre 1 573 pour la même période en 2002, soit une augmentation de 12,7%.

208 déclarations de cessation de paiements ont été déposées auprès du greffe en avril 2003, soit 5% de moins qu'en avril 2002. Le Tribunal prononcera un jugement d'ouverture de procédures collectives à l'encontre de ces entreprises dans les semaines qui viennent.

➔ **Le passif cumulé global déclaré au greffe en baisse de 4,15% (par rapport à avril 2002)**

En avril, les entreprises défaillantes sont de taille moyenne et relativement peu endettées. Elles ont déclaré un passif cumulé total de 99 301 382 € (-4,15% par rapport à avril 2002), soit un passif cumulé moyen de 203 904 € (+3,52% par rapport à avril 2002).

Au titre de l'année 2003, les entreprises défaillantes affichent un passif cumulé de 368 409 770 €, contre 529 079 000 € les quatre premiers mois de 2002 (-30,2% par rapport à la même période en 2002).

→ **1 612 salariés directement concernés par les défaillances, soit une hausse de 42,7%**

Le mois dernier, 1 612 salariés ont été directement concernés par les défaillances d'entreprises, contre 1 129 en avril 2002, soit + 42,7%.

Les secteurs professionnels les plus touchés sont le commerce, l'immobilier et les services, qui totalisent à eux seuls 77,17% des salariés concernés et déclarés comme tels dans la déclaration de cessation de paiements.

➤ **La Prévention des difficultés des entreprises**

Les juges de la prévention ont accordé 212 entretiens à des dirigeants d'entreprises en difficulté en avril 2003, soit 3,4% de plus qu'en avril 2002.

Par ailleurs, 170 nouvelles entreprises potentiellement en difficulté ont été détectées par les services du greffe, leur dirigeant sera prochainement entendu par la délégation de la prévention. Ces entretiens visent à faire le point, avec les entrepreneurs, sur la situation économique de leur entreprise. Ils seront, le cas échéant, orientés vers des professionnels susceptibles de les aider à trouver des solutions adaptées.